

IMPÉRIALISME OU VOISINAGE ? UN NOUVEL APERÇU DES RELATIONS ENTRE EUROPE ET MAGHREB

L'apparition d'une zone périphérique instable, phénomène dont les Européens ont fait l'expérience pendant les guerres des années 90, à la suite du démembrement de la Yougoslavie, fait un retour en force dans la zone méditerranéenne. Avec l'effondrement des dictatures de Ben Ali, Moubarak et Kadhafi, entre juin et septembre 2011, ce qui était au préalable un *limes* stable — les limites et frontières en place durant l'apogée de l'Empire romain, qui servaient de remparts à la civilisation contre l'invasion des hordes « barbares » aux yeux des citoyens de l'empire —, s'est changé en un vaste berceau d'instabilité qui s'étend désormais du Sahara au Nigéria. Il y a vingt ans, la plupart des observateurs de la diplomatie européenne étaient convaincus que les difficultés que pouvait rencontrer l'Europe au sud et au sud-est se limiteraient aux régions balkaniques. Jamais ils n'auraient cru que ce berceau d'instabilité s'étendrait de la Biélorussie et de l'Ukraine, en passant par le Caucase et le Moyen-Orient, jusqu'aux rives africaines de la Méditerranée et du Maroc, sans parler de la région du Sahel en Afrique.

Les relations européennes avec le nord-est de l'Afrique doivent être perçues dans une perspective plus large, où la nature et la répartition du pouvoir est en pleine mutation. Pendant deux siècles, l'Amérique et l'Europe y ont exercé sans relâche une hégémonie globale. Aujourd'hui, l'Est et le Sud se réveillent et ce réveil, couplé avec la mondialisation, sonne le glas de la hiérarchie d'antan. La parenthèse unipolaire des États-Unis fut détruite avec l'Afghanistan et l'Irak. L'Europe est affaiblie par la crise économique, et les frontières de plus en plus poreuses empêchent toute tentative, de la part des politiques nationaux, de défendre les intérêts économiques de leurs concitoyens. En même temps, le système de gouvernance internationale depuis la fin de la guerre froide est en faillite. La véritable source de notre insécurité actuelle tient au fait qu'il n'existe plus aucune hégémonie. Cela est valable dans le monde entier, et pas seulement au nord-est de l'Afrique où les systèmes politiques des trois États ont été déchus ou

bien dramatiquement affaiblis par des révoltes populaires sans précédent et où un quatrième État est en train de vaciller.

Les événements récents en Libye et au Mali montrent que « *la boîte à outils impérialiste* » peut encore servir. Étant donné que la capacité européenne à utiliser ses forces militaires est hésitante — l'armée britannique a prévu de réduire ses effectifs à 82 000 soldats, quantité la plus réduite depuis les guerres napoléoniennes — et que les États-Unis perdent patience devant l'incapacité de l'Europe à agir seule, nous devrions nous souvenir que les pouvoirs associés de l'ancien État westphalien résident désormais dans les corporations multinationales, dans la mobilité des capitaux ainsi que dans les réseaux transfrontaliers de personnes et de causes internationales. La France et la Grande-Bretagne sont peut-être les nations les plus prodigues en matière de défense nationale en Europe, mais elles optent pour une réduction de leurs forces militaires. Leur enthousiasme pour les interventions à l'extérieur, que ce soit au Mali ou en Libye, est inversement proportionnel à leur volonté de dépenser de l'argent.

Les grands acteurs du passé sont concurrencés par les micro-acteurs du présent et, bien que nous puissions célébrer la force de l'individu face à l'autorité établie ou le triomphe de l'innovation face aux avantages acquis, nous devons impérativement traiter les inconvénients de cette fragmentation du pouvoir qui offre aux acteurs terroristes non étatiques ainsi qu'aux organisations criminelles, l'opportunité d'agir. Pendant que les médias occidentaux entretiennent la peur, qu'il s'agisse des *hooligans* en Grande-Bretagne ou des fondamentalistes islamiques actuels, nous devons nous rappeler que de tels groupuscules sont structurellement faibles. Il est important de mentionner aussi qu'avec la fabrication et la vente importante d'armes extrêmement sophistiquées partout dans le monde depuis plus de vingt ans, les Américains et les Européens ont « veillé » à ce que leurs adversaires d'aujourd'hui — dans ce que nous appelons la guerre asymétrique — soient bien mieux armés que leurs adversaires d'autrefois. Ceux qui cherchent une feuille de route claire seront forcément déroutés. Il n'y a plus d'*hegemon* pour imposer l'ordre global.

Le Maroc est confronté à des incertitudes régionales du fait de ses relations difficiles avec l'Algérie et des problèmes qui se posent à l'est et au sud. Mais de nouveaux acteurs entrent en scène : les banques marocaines investissent de plus en plus en Afrique, et l'Office chérifien des phosphates passe d'un État très opaque à celui d'un outsider prometteur sur la scène internationale, très occupé à nouer de nouvelles alliances avec des compagnies à travers le monde, récemment au Brésil, ce qui illustre parfaitement les changements en cours.

Les événements récents au Mali, pourtant bon voisin du Maroc, vont encourager les vieilles tentations impérialistes. Il est temps pour les pays de l'Afrique du nord — en particulier le Maroc et l'Algérie — de cesser de vivre dans le passé et de se tourner vers le futur.

Le double challenge impérialiste européen

Étant donné que la faillite étatique, l'effondrement économique et les difficultés sociales ont plus d'implications en Europe qu'aux États-Unis, il est important pour les Européens de s'assurer que la politique occidentale mise en place dans ces pays-là ne soit pas uniquement l'œuvre des États-Unis. L'idéal serait évidemment que les Européens se montrent responsables de leur propre « arrière-cour », les États-Unis ne jouant qu'un second rôle, mais cela n'est pas probant au regard de la situation au Moyen-Orient. Toutefois, la pléiade d'intérêts et d'humeurs peuvent rapidement changer aux États-Unis — et il incombe aux Européens d'être prêts à prendre le relais des Américains en proposant et en développant les capacités nécessaires à la mise en œuvre de ce changement de rôle.

L'Afrique du nord et le Sahel sont montés d'un cran dans l'ordre des priorités des États-Unis, mais pour combien de temps encore ? Les frontières européennes sont imprécises, et cette Méditerranée, la « *mer vineuse* » d'Homère, est devenue une zone importante de transit, une étendue d'eau traversée de gazoducs, de paquebots de croisières, de navires porte-conteneurs et de petits bateaux fragiles remplis d'immigrants illégaux en route pour l'Europe. La *mare nostrum*, considérée comme le centre de l'Empire romain, devint une frontière avec les avancées berbères et arabes des VIII^e et IX^e siècles. Durant la Seconde Guerre mondiale, elle joua un rôle crucial. De nos jours, la présence en Europe de nombreux citoyens européens d'origine maghrébine, les ressources minières des pays du Maghreb et du Sahel ont propulsé la région méditerranéenne sur le devant de la scène.

Le challenge impérialiste européen présente deux aspects opposés. D'un côté, les Européens se doivent d'entretenir une relation de partenariat avec le puissant allié que sont les États-Unis. Ils doivent avoir leur mot à dire dans les décisions militaires et politiques importantes, sans se limiter uniquement à fournir les ressources nécessaires à ces opérations, et prendre plus tard la relève pour en gérer les conséquences, à l'instar de ce qui s'est passé dans le conflit israélo-palestinien. Leur mission est d'éviter la marginalisation politique. L'Europe doit s'affirmer comme centre auxiliaire de la zone impérialiste et s'assurer qu'une structure centre-périphérie ne s'installe pas dans sa relation avec les États-Unis.

D'un autre côté, les Européens doivent se préoccuper du caractère instable de leur périphérie et chercher à empêcher la guerre et le chaos, sans être aspirés dans une spirale d'expansion qui mettrait l'Europe actuelle à rude épreuve. Le danger paradoxal serait ici que l'Europe souffre des conséquences de l'élargissement impérialiste sans être un empire. Ce qui risque de se produire au Mali et au Niger où les forces spéciales françaises garantissent la sécurité des sites d'extraction de l'uranium. Le terrorisme n'est pas forcément tenu en respect par le pouvoir militaire conventionnel ; mais définir la réponse appropriée au terrorisme suppose une relation de confiance entre voisins.

Jusqu'à présent, les Européens n'ont pas trouvé la solution à ce double défi car ils ne l'ont pas encore clairement identifié. Le véritable challenge pour l'Union européenne au début des années 2000 était de gérer une situation conventionnelle post-impérialiste avec, d'une part, l'augmentation de l'instabilité et des conflits, et d'autre part, un allié qui se transformait en acteur impérialiste n'ayant aucun intérêt pour les souhaits et idées de ses alliés. La plupart des politiciens européens furent surpris par le cours des événements car ils n'avaient pas imaginé une logique d'action impérialiste dans leurs calculs. Ils avaient réfléchi en terme d'États-nations comme unités de calculs politiques ; d'un côté, ils étaient désormais soumis à la pression des zones post-impériales, et, de l'autre, ils devaient gérer un acteur impérialiste. Les premiers signes d'irritation apparurent quand il fallut faire face aux guerres qui suivirent le démantèlement de la Yougoslavie ; puis ces signes sont devenus de véritables « coups de gueule politiques » durant la période précédant la guerre en Irak. Jusqu'aux années 2000, l'Europe avait gagné en poids et en influence. Pourtant, certains se montraient plus pessimistes : le cours de l'histoire leur donna raison...

La littérature qui traite de ce sujet se divise en deux écoles. La première, celle d'une pensée rassurante, met l'accent sur les relations entre l'Europe et les États-Unis. Son argument central voudrait que l'empire américain ne soit pas aussi grand et dangereux qu'il y paraît à première vue, étant donné qu'il se trouve engagé dans un processus de déclin et/ou qu'il est tellement surexploité par ses engagements à l'échelle mondiale qu'il risque de perdre son leadership sur les Européens. L'enlisement de la crise économique indique que l'Europe est en déclin et n'est pas prête à engager ses ressources dans des guerres de l'autre côté de la Méditerranée, sauf cas exceptionnels. Par le passé, les tenants de cette école de pensée se fondaient sur la santé économique de l'Europe, et soulignaient une tendance à l'équilibre entre l'Europe et les États-Unis. Mais, ce faisant, ils négligeaient ou mini-

misaient deux choses : d'abord que l'érosion du leadership américain dans le monde poserait plus de problèmes à l'Europe que de solutions ; ensuite que la perspective d'un équilibre économique entre les États-Unis et l'Europe pourrait pousser les États-Unis à plutôt envisager les solutions militaires. En résumé, cette école sous-estime la fonction stabilisatrice au niveau mondial d'un empire américain et surestime l'importance des facteurs économiques dans les rapports de force à court terme. Les conséquences des facteurs économiques se font sentir davantage sur le long terme que sur le court terme, bien que la faiblesse perdurant en Europe puisse remettre en cause cet argument.

L'école de pensée, dite de « l'identité », a toujours considéré l'intégration européenne dans une perspective purement interne. Faisant abstraction de la signification de l'Union européenne en Europe de l'est, au Moyen-Orient et en Afrique du nord, elle se concentrait sur l'ordre politique et constitutionnel et sur la culture identitaire européenne. Pendant la guerre froide, la lenteur du processus politique favorisait l'intégration, et les Européens pouvaient s'offrir le luxe de rechercher une identité commune. Mais, depuis 1989, l'accélération de l'histoire a rendu caduque cette possibilité. Les Européens ont été très lents à s'en rendre compte, comme le prouvent leurs réactions confuses devant la désintégration de l'ex-Yougoslavie, ainsi que leurs discussions sans fin sur une constitution commune, qui ont fini par lasser tous les Européens. Les récents événements en Libye et au Mali montrent que l'Europe est incapable de mettre en place une action commune en l'absence d'une hiérarchie forte parmi les pays européens. La peur d'une telle hiérarchie imposée est la raison principale pour laquelle les petits et moyens pays de l'Union européenne se braquent à l'idée d'une communauté de nations, forte, plus encline à la politique de sécurité et à l'intervention extérieure. Or ces petites et moyennes nations doivent se rendre à l'évidence : au lieu d'accroître leur influence, elles ne font que renforcer l'autorité américaine dans sa politique européenne. Le besoin constant d'aide aux pays de l'Union européenne, dans un monde aux difficultés croissantes, offre aux Américains de multiples occasions de jouer sur les différences entre tous les petits et moyens pays de la nouvelle Europe.

Les révoltes arabes : un éclair jailli de nulle part

Les révoltes arabes ont accentué l'incertitude aux frontières sud et sud-est de l'Europe, sans garanties de retour à la stabilité. Les économies en déclin en Égypte, en Libye, en Tunisie ainsi que dans

les pays du Sahel, la perte du contrôle par la police et les services de sécurité dans tous ces pays, ainsi que le flux d'armes très sophistiquées venues de Libye depuis 2011-2012, sont autant de faits qui pèsent sur tous les autres conflits, politiques, ethniques et économiques, qui plombent la région. Ils ont généré des États de plus en plus fragiles. Certains observateurs estiment que ces événements forceront l'Europe à exercer son influence sur ses *limes*, d'une façon plus adéquate avec les exigences d'un empire, que d'un système interétatique. En partant de ce postulat, l'Europe devra emprunter des dispositifs à « *la boîte à outils impériale* ».

D'autres observateurs en sont moins convaincus. Si les élites de ces pays périphériques, au sud de la Méditerranée, choisissent la croissance économique dans un effort qui contribuerait à la prospérité matérielle, la possibilité du compromis ou le partage d'intérêts sera possible. Mais, si leur seul intérêt est la défense de l'identité nationale et des systèmes de pouvoir correspondant aux modes de vie et aux méthodes de gouvernance venues des centres impérialistes, la possibilité d'un compromis ou le partage d'intérêts sera impossible. Dans un monde d'économie globale et de systèmes médiatiques et informatifs, les valeurs occidentales ne peuvent se restreindre à des régions spécifiques. Leur propagation n'est pas sous le contrôle d'un seul acteur politique ; ces valeurs sont diffusées par quantités d'acteurs : dans l'économie et la société civile, avec l'ouverture de nouveaux marchés distribuant les marchandises occidentales, par les programmes visant à l'éducation pour tous et à l'égalité des droits pour les femmes. De plus, il est commun de retrouver à la périphérie de l'ordre impérialiste, des groupes d'influence, fortement attirés par lui et qui veulent s'en approprier les valeurs et les modes de vie. Ainsi, la lutte des acteurs anti-impérialistes débute par une guerre civile dans les sociétés périphériques, précisément à cause de ces valeurs mêmes venues de l'Occident.

Il y a aujourd'hui deux sortes de guerre civile dans l'Afrique du nord-ouest : d'un côté, des groupes armés qui se battent entre eux pour le simple contrôle militaire d'un territoire, limité mais qui a tout de même son importance car ces régions regorgent de minerais précieux. D'un autre côté, il y a des guerres civiles où le contrôle des ressources minières et le jeu politique du pouvoir sont secondaires par rapport aux identités culturelles.

Le centre impérialiste peut rester politiquement et militairement détaché, dans le cas d'une guerre civile, ce que nous avons observé dans le premier scénario. Le parti victorieux entrera alors dans le cycle économique impérialiste afin de capitaliser les ressources minières pour lesquelles la guerre a eu lieu. S'il doit y avoir une

intervention armée, elle sera menée au mieux sur la pointe des pieds, surtout s'il n'y a pas de perspective de fin du combat.

Dans le second scénario de guerre civile, où les normes et valeurs sont au cœur du problème, le centre impérialiste montre peu de volonté d'intervention. Mais, du point de vue des belligérants, il est bel et bien impliqué car il persiste dans le soutien du pouvoir en place. Les belligérants deviennent alors des acteurs anti-impérialistes. Ce cadre nous permet de mieux comprendre les conflits qui se déroulent aujourd'hui au Mali et en Tunisie. Les pouvoirs de persuasion (*soft power*) exercent plus d'influence que le pouvoir militaire (*hard power*) sur les modes de vie des sociétés : ils peuvent changer l'identité des gens là où le *hard power* n'a de conséquences que sur les jeux de pouvoir. Le fondamentalisme, dans ses configurations les plus variées, n'est autre qu'une forme de résistance au *soft power* venu du centre impérialiste. La résistance n'a pas besoin d'être violente. Mais, face à la dynamique de *soft power* que déploie l'Empire, la résistance est permanente avec le recours aux méthodes violentes : de récents événements en Tunisie nous rappellent qu'il est inutile de se demander si le parti islamiste est modéré ou pas. La plus grande peur de ce parti est de voir une population tunisienne se définir en tant qu'individus bénéficiant de droits civiques, et aspirer à un ordre légal n'ayant aucune référence à la religion musulmane.

Le processus de Barcelone donne lieu à une quantité de futurs possibles

Si nous nous tournons à présent vers les origines du processus de Barcelone, une réécriture de cette histoire est essentielle. Les origines du processus de Barcelone remontent au processus de paix entre Israéliens et Palestiniens, commencé en 1991 et qui a abouti aux accords d'Oslo en 1993 et au traité de paix entre Israël et la Jordanie en 1994. Mais c'est un autre acteur, peu probable, dont le rôle resta davantage dans l'ombre, qui donna une impulsion à la refonte de la politique méditerranéenne de l'Union européenne. En 1990, le chancelier allemand Helmut Kohl convainquit son homologue français François Mitterrand qu'au moment où tous les pays d'Europe de l'Est étaient en train de rejoindre l'Europe dominante, un partenariat stratégique devait être proposé aux pays d'Afrique du nord. Il ne réussit cependant pas à convaincre son partenaire de se rendre à Alger afin de délivrer un discours commun dédié à ce partenariat — or, ironie de l'histoire ! Alger se retrouve plus de 30 ans après sur le devant de la scène — mais l'Espagne fut heureuse de parrainer ce nouveau processus dont le point positif était de ne réunir que des

acteurs volontaires. En 2005, le processus avait atteint ses limites mais, pour sa défense, il faut invoquer le manque de fonds alloués : ces fonds auraient été nécessaires pour permettre tout décollage économique et la mise à niveau corporatiste tant vantée qui n'a jamais eu lieu. La réticence à accepter la Turquie comme futur membre de l'Union européenne s'inscrit dans ce schéma plus large du manque croissant d'ambition au regard de ces voisins du sud et du sud-est.

Si l'on admet que la sécurité est au cœur de la politique extérieure européenne, il est plus facile d'éviter le piège des visions idéalistes d'un partenariat harmonieux entre le nord et le sud — le processus de Barcelone, un conte de fée trop souvent raconté à des adultes consentants — et de dénoncer les inquiétudes sécuritaires comme diaboliques et honteuses. Le processus du « tout sécuritaire », qui s'empara de l'agenda de l'Euro-Med après le 11 septembre 2001, était et reste une réponse inadéquate aux menaces de violence et de terrorisme. Il a poussé la Méditerranée vers une vision américaine où les menaces de violence et de terrorisme déterminent des plans d'action qui requièrent le recours militaire ou la mise en place de mesures sécuritaires. Si l'on réduit tous les problèmes à l'image d'un clou, le seul moyen de les régler est d'utiliser un marteau. La France risque de tomber dans ce piège au Mali et dans la région du Sahel.

La Banque mondiale et l'Union européenne ont encensé la Tunisie et l'Égypte comme modèles économiques de la MENA (Moyen-Orient et Afrique du nord), en fermant les yeux sur le fait que la région entière affichait des taux négatifs d'investissements (-7.09 %), sans parler du tarissement des ressources pendant toute cette période. Rares sont ceux qui ont flairé l'usure en Égypte et en Tunisie ; et ceux qui ont osé en parler ont été réduits au silence ¹. Le conte de fée du processus de Barcelone n'a jamais été aussi vivement répandu qu'après 2005 alors qu'il était en fin de vie.

L'Europe et l'Amérique ne devraient pas se servir du terrorisme comme seule grille de lecture des pays du sud de la Méditerranée et des pays du Sahel. Olivier Roy, lui, s'est posé les bonnes questions. Il note que la priorité annoncée de la France dans sa guerre au Mali est de combattre le « *terrorisme islamique et de ré-établir l'intégrité territoriale du Mali. La vraie question est de connaître le véritable lien unissant les deux : Est-ce-que l'intégrité territoriale du Mali est menacée par le terrorisme islamique ?* » Tout dépend de la manière dont nous définissons le terrorisme islamique — expression inventée par George Bush au lendemain du 11 septembre. Dans ce fourre-tout, on

1. Cœur Pascal, *L'ambition au cœur de la transformation, une leçon de management venue du sud*, Paris, 2012, Éditions Dunod.

trouve Al-Qaïda, mais aussi d'autres mouvements qui défendent des nationalismes locaux tels que le Hamas, ou d'autres groupes, comme Ansar Dine, qui veulent établir la *charia*. Une telle confusion peut aveugler et empêcher l'Europe et les États-Unis de définir une stratégie claire sur le long terme car elle ne permet pas de distinguer les acteurs légitimes, qui peuvent être contre une présence occidentale dans leur pays, des terroristes qui n'utilisent pas forcément la violence comme une fin en soi.

Il existe un danger en Europe et aux États-Unis, celui de ne voir les problèmes en Afrique du nord-ouest qu'à travers le prisme religieux et culturel. Jamais on ne pourra ainsi espérer faire la lumière sur notre façon de reconstruire nos relations dans cette vaste région du monde. Premièrement, nous devrions accepter le fait que les bénéfices économiques apportés aux pays côtiers du sud de la Méditerranée par le processus de Barcelone étaient bien minces ; deuxièmement, que le développement économique ne conduit pas forcément à l'adoption des modèles sociaux et politiques européens. Nous devrions comprendre aussi que le modèle du processus de Barcelone était trop centralisé et n'acceptait pas vraiment l'idée que les régions, les grandes villes ainsi que l'entreprise publique et privée, avaient un rôle à jouer dans la construction de nouveaux modèles de développement économique. Le modèle de transition démocratique, adopté par l'Espagne et le Portugal au milieu des années 1970, n'est pas le plus pertinent pour le Maghreb : il avait été dit que le monarque marocain suivrait le modèle de la monarchie espagnole. Cela restera une illusion et, comme le démontre la crise dans la péninsule ibérique, même si l'Espagne et le Portugal sont devenus européens, bien des pratiques anciennes de gouvernance ont perduré. Beaucoup de choses ont changé, certes, mais la pratique du pouvoir en Espagne n'est pas celle de la Suède, et celle du Portugal ne ressemble en rien à celle de la Hollande, même si ces pays partagent la même monnaie et les mêmes taux d'intérêt, faibles.

Dans les années à venir, le rôle de l'Europe sera plus limité que par le passé, vis-à-vis du Maghreb et du Sahel, quelle que soit l'issue de l'intervention au Mali. Le modèle de gouvernance à l'occidentale est en panne. L'Europe n'a plus les fonds nécessaires pour exercer le *hard power*, les budgets militaires dans la plupart des pays de l'Union européenne descendant au-dessous de 1 %. La meilleure option du *soft power* européen reste son dynamisme culturel et les méthodes innovantes de ses compagnies privées. Si nous prenons l'Algérie, qui entre doucement dans le champ de contact de l'Espagne, deux facteurs sont en train de changer la perception qu'a chacune de son voisin : des milliers de jeunes Algériens apprennent l'espagnol, une

langue qu'ils n'auraient jamais désiré apprendre il y a vingt ans, et les entreprises espagnoles — fortement affaiblies par la profonde crise économique — affluent à Oran et à Alger ; en même temps que des entreprises venant du Brésil, de l'Autriche et de la Corée du Sud, s'y installent également.

C'est l'incertitude absolue dans le monde actuel, surtout dans la région méditerranéenne de l'ouest et l'Afrique du nord-ouest. Plusieurs futurs sont possibles. L'Égypte, la Libye et la Tunisie sont en train de rédiger des constitutions qui vont définir les limites du pouvoir pour l'État et pour le citoyen. Mais la tâche la plus ardue sera de se mettre d'accord sur la nature de cet État et sur les identités des différents groupes de citoyens aux niveaux religieux et ethnique, car c'est tout de même la première fois qu'ils définissent eux-mêmes leur citoyenneté et leur État. Ces deux objectifs majeurs — citoyenneté légitime et création d'un État cohérent — requièrent des négociations complexes avec tous les protagonistes nationaux. Ce processus se déroule au milieu d'une sévère tension économique, d'une amertume persistante et de distorsions provoquées par les excès, vols et crimes des régimes précédents ; et ce, souvent, en l'absence d'institutions stables de transition politique ou de règles du jeu spécifiques. Ce processus de transformation politique est cacophonique ; il est difficile de trouver un équilibre entre des groupes très différents de citoyens qui se définissent par leurs identités religieuses, idéologiques, tribales, géographiques ou ethniques, sans mentionner les tensions systématiques entre les citoyens riches et les pauvres, ainsi que la montée de la violence.

Le mieux que nous puissions faire en Europe, face à cet éventail ahurissant de paramètres, est de ne pas céder au pessimisme et à la panique. Nous devons apprendre à écouter ceux qui vivent de l'autre côté de la Méditerranée, éviter la condescendance, mettre de côté nos fâcheuses habitudes de moralisation sur le droit des femmes et la bonne gouvernance. Les Européens pourraient s'essayer à la maîtrise de l'arabe et du berbère, ce qui est rarement le cas. Tout cela devrait nous convaincre de renoncer à l'utilisation de « *la boîte à outils impériale* » et de montrer une plus grande humilité. La définition que donne la Banque mondiale d'une espèce de classe moyenne à l'échelle mondiale, qui aspirerait aux mêmes normes et espoirs que l'Europe et l'Amérique, n'est d'aucune aide pour comprendre l'Afrique du nord-ouest. Il n'y a pratiquement personne qui ait réussi à prévoir le « Printemps arabe » et beaucoup continuent à se tromper grossièrement dans leurs prévisions sur cette région. La manière dont les pays d'Afrique du nord et les pays du Sahel vont intégrer l'économie mondiale reste une question ouverte.

Évitons les failles conceptuelles qui expliquent en outre pourquoi le processus de Barcelone a si peu influencé le cours des événements. Si nous respectons ces règles d'engagement, nous serons mieux placés pour comprendre les changements qui s'opèrent au sud et saurons mieux les accompagner si, et quand, nous serons invités à le faire.

Conclusion

Les révoltes arabes bousculent les idées reçues et les *doxas*, parmi les experts occidentaux et la communauté des *think tanks* ². Après le 11 septembre 2001, les experts ont mis l'accent sur la stabilité politique et économique des régimes autocratiques d'Afrique du nord et du Moyen-Orient. Cette évaluation venait remplacer le scepticisme en vigueur jusqu'aux années 2000, concernant la nature des États sur les côtes est et sud de la Méditerranée. A la suite de la révolution iranienne, voilà plus d'une génération, quantités d'études ont spéculé sur le succès éventuel des idées révolutionnaires venues de l'Iran à l'assaut du monde arabe. Le chômage de masse, la désillusion de la jeune population arabe envers ce modèle étatique séculaire moderne apparu au Moyen-Orient après l'indépendance, le succès éventuel des partis islamistes : tout cela était tenu pour acquis, mais la seule question qui valait la peine d'être posée n'était pas de savoir *si* l'Islam l'emporterait sur le *MacWorld*, mais *quand*...

Tandis que se propageait la tourmente qui suivit la chute du dictateur tunisien, les experts de la région méditerranéenne nous assuraient que les événements se déroulant sous nos yeux étaient la conséquence de la politique éclairée de l'Euro-Med. Ce stade de déni ne dura que quelques mois et fut réduit au silence devant la déstabilisation profonde que subissaient la Tunisie, la Libye, l'Égypte et la Syrie. La bonne vieille position idéologique, comme beaucoup d'autres avant elle, fut jetée aux poubelles de l'histoire.

Il s'est avéré que le 11 septembre avait sauvé de nombreux régimes engagés dans une lutte violente avec des groupes islamistes (Algérie et Égypte), ou faisant face à une passation de pouvoir familial (Syrie), ou isolés sur la scène internationale (Libye). Le 11 septembre et le *mantra* de la guerre sur le terrorisme ont permis à la Tunisie et à ses voisins de regagner l'aide internationale et de sécuriser pour un temps leur légitimité nationale. La première décade du XXI^e siècle a vu se resserrer la main de grandes familles influentes

2. Les facteurs économiques pèsent peu dans la gestion des pays partenaires méditerranéens, *Francis Ghilès*, Rapport pour l'Institut de la Méditerranée, 2000 www.ins-med.org

sur l'économie et la société civile. La Tunisie en offre un exemple parfait.

La bonne surprise du 11 septembre a restauré dans la région méditerranéenne un rêve de « mondialisation heureuse » ou de « convergence heureuse » entre les pays côtiers de la Méditerranée du nord et du sud, avec ses élèves modèles (Tunisie et Maroc et, dans une certaine mesure, Égypte) et ses mauvais garçons (Algérie et Syrie). Après 1995, cette fiction fournissait une matière à fantasmer ainsi qu'un cadre solide pour les politiques européennes — le processus de Barcelone, la Politique européenne de voisinage (PEV) et l'Union pour la Méditerranée — malgré le fait que sa dimension normative fût un peu faible. Un tel cadre idéologique a été construit sur un pari : celui que les pays côtiers de la Méditerranée, à l'est et au sud, adopteraient doucement mais sûrement « notre » modèle de société. Cette belle fiction reposait sur la conviction que « notre » modèle, le modèle européen ou occidental, existait. La profonde crise que nous vivons aujourd'hui à travers l'Europe a mis fin à ce mythe.

Nous avons été très sceptiques quant aux bénéfices économiques apportés en Afrique du nord par le processus de Barcelone depuis sa mise en place³, après avoir entendu l'un des managers les plus brillants du Maroc rejeter la politique de « mise à niveau » de l'Union européenne comme une perte de temps, et après avoir vu la France officielle détruire les réformes audacieuses entreprises en Algérie entre 1989 et 1991... Il reste désormais plus de questions que de réponses. Que peuvent encore apporter à cette région l'Union européenne et les États-Unis ? N'oublions pas que, ces dernières années, bien des acteurs locaux n'ont tenu que des rôles de figurants. En 1984, le Président algérien Chadli Bendjedid a offert la réouverture des relations diplomatiques avant même que soit scellé le sort des frontières internationales reconnues, ce qui était le fer de lance de la politique extérieure du pays depuis 1975. La réponse qu'a faite Hassan II en vrai chef d'État, à l'ouverture proposée par son homologue, a conduit à la construction d'un atout stratégique : le gazoduc Pedro Durell qui va de l'Algérie à la Péninsule ibérique⁴. En 1988, le Maroc et l'Algérie s'étaient mis d'accord sur les principaux points d'une feuille de route qui, si elle avait été mise en place, aurait vu l'établissement de frontières internationalement reconnues. Au début des années 1990, le *think tank* G14 mis en place au Maroc par feu le roi

3. Vincent Wallaert, Mathilde Dieudonnat et Andrée Séon, *Le « 11 Septembre à l'envers » : experts et politiques méditerranéennes face aux évolutions arabes*, Institut de la Méditerranée 2012, www.ins-med.org

4. Interview sur l'histoire du gazoduc transméditerranéen Medgaz, *Francis Ghilès*, Institut Amadeus, 2010

Hassan II a réuni pendant quelques années de très brillants chercheurs. Un rapport, publié récemment par un groupe de businessmen et d'économistes algériens, présente une analyse de la politique gouvernementale, plus poussée qu'aucun document européen n'est capable de le faire⁵. Il s'agit d'une évaluation lucide de l'histoire récente de l'Algérie et de l'Afrique du nord en général⁶. La Tunisie, pour sa part, et malgré ses turbulences actuelles, n'est pas à court de pensées économiques intéressantes.

Il est grand temps que les élites d'Afrique du nord fassent travailler leur matière grise et perdent l'habitude néfaste de toujours attendre que l'Union européenne ou un *think tank* d'origine occidentale offre une perspective audacieuse pour gérer le futur de la région méditerranéenne de l'ouest. Il y a quatre siècles, Guillaume d'Orange a dit : « *Il n'est point nécessaire d'espérer pour entreprendre* ». Le destin de l'Afrique tient dans vos mains !

Francis GHILES

Chercheur au Centre international d'études et
de documentation de Barcelone (CIDOB)
Traduit de l'anglais par Christophe Dingley

5. Rapport NABNI (Notre Algérie Bâtie sur de Nouvelles Idées), Cinquantenaire de l'Indépendance, Enseignements et Vision pour l'Algérie de 2020, Alger, 2013

6. Abderrahmane Hadj Nacer, *La Martingale algérienne*, Alger, Éditions Kasbah, 2011.